



N° 44
Janvier 2026

Édité par l'Union Syndicale
Retraités CGT d'Indre et Loire
18, rue de l'Oiselet
37550 SAINT AVERTIN
02 47 38 53 81
usrcgt37@orange.fr
N° ISSN : 2275-4261
Directrice et Directeur
de la publication :
Isabelle DAVID
Christian DUFRAISSE

SOMMAIRE

Page 1 :
Editorial

Page 2 :
Le droit à la santé, une revendication majeure

Page 3 :
Les rongeurs quittent le navire

Pages 4 et 5 :
Une fin d'année 2025 très active

Page 6 :
Culture : La droitisation française

Page 7 :
Culture : Les irresponsables
Poème : Pâle estime

Page 8 :
Les brèves d'Hervé

Découvrez le site
de l'Union Confédérale
des Retraités CGT :
<http://www.ucr.cgt.fr>
Et le site de
l'Union Départementale
CGT 37:
<http://www.ud37.cgt.fr>

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Editorial

Christian DUFRAISSE

Co-Secrétaire général de l'USR 37

Cher-es camarades

Permettez-moi, au nom de l'Union Syndicale des Retraités d'Indre et Loire de vous souhaiter à vous, ainsi qu'à votre famille, tous les vœux de bonheur et de santé pour cette nouvelle année.

L'année 2026 commence malheureusement comme s'est terminée l'année 2025, dans un monde en plein bouleversement avec ses guerres et remises en cause des démocraties et du droit aux peuples de décider de leur avenir.

Que ce soit en Ukraine, en Palestine, au Yémen ou bien au Venezuela, c'est la loi du plus fort qui domine au détriment des peuples.

En France, sous couvert de menaces d'extension des conflits armés, le président Macron préfère revêtir son uniforme de chef de guerre et souhaite remettre en place un pseudo service militaire pour nos enfants. Dans ce contexte, les gouvernements successifs n'ont qu'un seul but, c'est toujours plus pour le capital (guerrier) et toujours moins pour les salariés, les retraités, les jeunes et les sans-emplois.

Alors que des gens meurent de froid dans la rue, que d'autres n'arrivent pas à se loger, se soigner, les gouvernements qui se succèdent n'ont d'autres yeux que pour le capital.

Les débats sur les projets de loi de finance et de financement de la sécurité sociale sont loin de répondre aux besoins des Français en matière d'amélioration du pouvoir d'achat, d'emplois, d'accès aux soins, de mobilité et de logements.

Chacun peut le constater en ce début d'année avec la maigre augmentation de nos pensions loin de notre revendication de revalorisation de 10%.

L'année 2026 devra être une nouvelle année de luttes et de conquêtes sociales. C'est en ce sens que notre USR va s'inscrire dans le renforcement de notre organisation.

Nous ne pouvons compter que sur la mobilisation du plus grand nombre et non sur des annonces hypothétiques de partis politiques comme l'extrême droite qui ne sont là que pour porter des idées d'exclusion, d'homophobie, de racisme.

Deux événements majeurs auront lieu en 2026.

Tout d'abord les élections municipales en mars où la CGT prendra toute sa place en tant qu'organisation syndicale indépendante mais pas neutre pour alerter sur le danger d'avoir des maires issus du Rassemblement National et de ses alliés.

L'autre événement c'est la tenue du congrès de notre CGT à Tours fin mai début juin. Ce sera un moment important dans la période d'instabilité que nous connaissons.

Lors de ces rendez-vous l'USR CGT 37 continuera à être aux côtés des adhérentes et des adhérents mais aussi de l'ensemble des retraitées et retraités.

En ce sens je vous donne rendez-vous dans les différentes initiatives que nous allons mettre en place.

Une nouvelle fois, je vous souhaite, ainsi qu'à vos proches, une bonne et heureuse année.

Le droit à la santé et l'accès aux soins :

Une revendication majeure pour la CGT !

L'Assurance Maladie met à disposition un observatoire de l'accès aux soins. Il permet de visualiser les données de 8 indicateurs clés portant sur la démographie médicale, le suivi des patients ou encore la répartition territoriale des médecins. Cet observatoire de l'accès aux soins est un simple constat mais n'apporte pas de propositions concrètes d'améliorations. Il faudrait y rajouter d'autres indicateurs comme par exemple : Le délai pour obtenir une consultation chez des spécialistes, le nombre de médecins avec dépassements d'honoraires, le taux de renoncement aux soins....

Les dépassements d'honoraires, les franchises médicales, le manque de médecins, la fermeture de services hospitaliers et de lits, conséquences d'années d'austérité budgétaires et de libéralisation des services publics, accentuent les difficultés d'accès aux soins avec l'introduction d'une logique de marchandisation de la santé. 7 millions de personnes, dont 700 000 en affection longue durée, n'ont pas de médecin traitant. 1,6 million de personnes renoncent, chaque année, à des soins faute de médecins ou trop éloignés du domicile. Les inégalités sociales de santé sont incontestables. Aujourd'hui, se soigner coûte de plus en plus cher !

Dans un contexte de crise politique, sociale, économique et démocratique, la CGT réaffirme que la santé est un droit pour toutes et tous, que le financement de la Sécurité sociale doit reposer sur les cotisations sociales et exige l'arrêt des exonérations de cotisations sociales.

La suppression du numérus clausus en 2020 ne permet toujours pas de former un nombre suffisant de médecins. Il faut donc mettre les moyens nécessaires, démocratiser l'accès aux études de médecine, ouvrir plus d'universités de médecine, former plus de formatrices et formateurs et fixer à 15 000 le nombre d'étudiants formés en médecine. Si l'Indre et Loire est mieux dotée par rapport au national, c'est bien parce que nous avons une faculté de médecine à Tours.

L'hôpital public est malade ! Et rien n'est fait, ou si peu, pour améliorer la situation. En raison de l'asphyxie financière, les hôpitaux se transforment en véritables centres de rentabilité avec pour conséquence des milliers de suppressions d'emplois et donc des fermetures de lits, de services.

Cela se traduit par une profonde dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions d'accueil des patients. Cela peut conduire à de la maltraitance institutionnelle.

Depuis 2013, le nombre de lits d'hospitalisation complète (plus d'une journée) a reculé de 43 500 unités. En revanche, les capacités d'hospitalisation à domicile ont continué leur progression. Ce qui représente un transfert des charges vers les familles des patients et les aidants car dans le même temps, les effectifs des aides à domicile n'ont pas suivi la même tendance. Il est urgent de changer de logique pour garantir l'accès au système de soins pour toutes et tous.

Pour la CGT, les centres de santé publics sont une solution d'avenir.

Ces centres, inspirés des dispensaires portés par la Sécurité sociale au sein des caisses primaires, pourraient être la solution afin de permettre à chacune et chacun de se soigner sans avoir à faire des dizaines de kilomètres et payer des dépassements d'honoraires toujours plus élevés. Ils devraient être rattachés à des hôpitaux publics, au mouvement mutualiste, à des collectivités. Les médecins travailleraient en équipe, fonctionneraient en réseau avec les hôpitaux, les EHPAD, les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD), pour garantir la permanence des soins et disposer de plateaux techniques (radiologie, biologie...).

Dans cette proposition, hôpital public et médecine de ville ne seraient pas indépendants l'un de l'autre et se coordonneraient pour maintenir la continuité des soins dans un cadre public. Ils seraient aux antipodes des centres médicaux privés offrant un service marchand ouvert aux investisseurs financiers avides de rentabilité et qui fleurissent dans nos villes.

Isabelle DAVID-BRUTEUL

LES RONGEURS "QUITTENT LE NAVIRE" FAUT-IL TOUT SACRIFIER POUR LES GARDER CHEZ NOUS ?

Avec le débat sur le budget 2026 on a un temps beaucoup parlé de la fameuse « Taxe Zucman » (ne pas confondre avec Glucksmann) : prélever 2 % de leur fortune sur les foyers fiscaux disposant d'un patrimoine de plus de 100 millions d'Euros. Pas bien méchant : avec une fortune réduite à 98 millions, on n'est pas encore vraiment condamné à la soupe populaire. Ça concerne seulement 0,0002 % de la population, bref des gens qu'on a peu de chances de croiser dans la rue tous les jours. Mais ça a suffi pour que le 1^{er} ministre, l'ancien président du Medef, la 2^{ème} fortune mondiale, les députés de droite et d'extrême droite, des prétendus journalistes ... lèvent les bras au ciel en hurlant :

« Touchez pas au grisbi ! Ils vont se tirer à l'étranger et ça va détruire nos emplois ! ».

Et si c'était vrai ? ... Et bien non ! Dans un article publié par l'Observatoire des multinationales, Séverin Lahaye met les choses clairement au point. Il a étudié le rapport à l'emploi de 9 sociétés du CAC40 appartenant à des milliardaires (Bouygues, Dassault, Hermès, Kering, L'Oréal, LVMH, Michelin, Stellantis et Pernod-Ricard). Il en ressort que :

- Sur la période étudiée (2019-2024), c'est vrai que les effectifs de ces groupes ont augmenté, sauf pour Pernod-Ricard. Mais il ne s'agit pas de véritables créations d'emplois. En fait, ces augmentations sont dues à la fusion avec d'autres groupes ou au rachat d'autres entreprises.
- Certaines entreprises du CAC 40, comme Cap Gemini par exemple, se sont d'ailleurs également agrandies sans avoir besoin de milliardaires à leur tête.
- Tous les salariés de ces entreprises ne travaillent pas en France. A part Bouygues et Hermès les autres multinationales emploient plutôt autour de 80 % de leurs effectifs à l'étranger.
- En 2024 elles ont distribué beaucoup d'argent à leurs actionnaires au moyen de dividendes ou de rachat d'actions (entre 700 millions et 7 milliards d'euros). L'équivalent de la création de 12 000 à 120 000 emplois chacune. Mais, par contre, ce n'est pas ce qu'on observe dans la réalité, loin de là. Bouygues, par exemple, en a supprimé 2 600 cette année-là.
- Dans les faits, la création (ou la destruction) d'emplois en France ne dépend pas de leurs bons résultats. Elle dépend surtout de leurs stratégies (au service de la recherche de profits bien sûr) qui varient suivant les secteurs. Ainsi, Stellantis (automobile) a pris l'option des délocalisations dans des pays à faibles salaires. Nombre de ses sous-traitants l'ont suivi.

Au total (source INSEE) les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) auraient supprimé 173 000 postes de travail en France entre 2021 et 2022. Et pourtant, elles emploient plus de salariés.

Explication : soit elles ont absorbé des entreprises plus petites, soit des entreprises moyennes ont grossi au-delà du seuil de 5 000. Mais au total, les grandes entreprises dirigées par des milliardaires ne créent plus vraiment d'emplois dans notre pays et ce depuis longtemps.

Le risque de fuite massive à l'étranger ne résiste pas non plus à l'analyse. Selon le Conseil d'analyse économique, une hausse de la fiscalité des plus riches ne provoquerait le départ que de 0,2 % d'entre eux. ... Bon vent ! D'autre part, nombre de ces entreprises ne peuvent pas vraiment quitter le pays, soit pour des questions d'image (industries du luxe), soit parce qu'elles dépendent très étroitement de l'État (industrie de l'armement).

On aura donc compris, à la lecture de cet article, que ministres, milliardaires, élus (de droite mais pas seulement), journalistes serviles et Medef racontent des bobards pour nous enfumer. On aura également compris que la « Taxe Zucman » était en fait bien trop timide pour renverser réellement la vapeur en faveur de la justice sociale et fiscale à laquelle nous aspirons. On aura enfin compris qu'il faut en finir avec le discours (hélas répandu dans les couches populaires) répétant sans cesse qu'on a besoin des riches et des patrons parce qu'« ils nous donnent du travail ».

En fait il est grand temps de passer à une autre société qui réponde vraiment à nos besoins.

Les milliardaires ne nous serviront à rien pour ça, ceux qui leur servent la soupe non plus.

Hervé RIGAULT

UNE FIN D'ANNEE 2025 TRES ACTIVE....

18 septembre



Beaucoup de monde dans les rues de Tours. Plus que jamais, le partage de la valeur et des richesses, la revalorisation des salaires et l'égalité entre les femmes et les hommes sont indispensables.

Quel que soit le gouvernement, nous refusons l'austérité et défendons d'autres choix budgétaires. Car de l'argent il y en a, il faut le prendre où il est ...

26 septembre

L'intersyndicale CGT - SUD du Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine avait appelé à un rassemblement afin d'alerter publiquement sur les souffrances au travail endurées par le personnel.

Dans son intervention, Isabelle, représentante de la CGT, détaillant les difficultés occasionnant une aggravation de l'épuisement du personnel soignant, a de nouveau exigé que l'expertise des risques psycho-sociaux demandée par les élus du CSE soit menée.

Elle a aussi déclaré que le plan de restructuration proposé par les syndicats soit pris en compte.

Après les interventions, les manifestants, rejoints par des collègues de l'hôpital de Chinon, ont défilé en cortège.



2 octobre

Ce fut une nouvelle étape après les actions de septembre qui avaient démontré notre force collective avec plus de 8500 manifestants en Indre et Loire.

Nous ne paierons pas leur crise ! A rappelé notre Secrétaire général départemental avant le départ de la manifestation. Exigeant, entre autres, l'abandon du projet de budget et la mise en place de mesures d'urgence autour de 5 priorités :

1. La justice fiscale.
2. La justice sociale.
3. Le financement de nos services publics.
4. L'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux et l'égalité femmes hommes.
5. L'arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois masqués.



24 octobre

TABLE RONDE AVEC LE DEPUTE LAURENT BAUMEL

Le Député souhaitait avoir un échange avec les organisations syndicales présentes (CGT, SUD et FSU) sur les « sujets irritants » du PLF et du PLFSS en débat à l'Assemblée.

Dans une déclaration liminaire nos camarades ont développé sur les sujets d'actualité :

Morceaux choisis : les pensions, la santé, l'accès aux soins, les services publics, le logement, les transports, plus de justice sociale et fiscale qui permettraient de renforcer les recettes de l'Etat de 50 à 80 milliards. De même, soumettre les 211 milliards d'aides aux entreprises à la conditionnalité qu'elles ne versent pas de dividendes aux actionnaires et qu'il y ait une véritable politique d'investissement et d'embauches...

Réponses du Député : Concernant le gel des pensions, il assure qu'ils vont se battre afin que cette mesure ne s'applique pas. S'agissant de l'abrogation de la réforme des retraites, le Parti Socialiste a voulu que la suspension de cette réforme soit inscrite. Mais il pense qu'à terme c'est le peuple français qui décidera par la voie électorale... La position du PS sur la ligne politique du volet recettes est de rechercher des recettes et faire payer les plus riches. La taxe Zucman est ce que le PS souhaite poser dans le débat. Mais il pense qu'il y a un risque que la discussion budgétaire débouche sur un blocage.

Sur le reste de nos revendications, il n'a pas ou peu répondu, si ce n'est de dire qu'on ne peut pas répondre à tout.

Donc le message est clair : Seule la mobilisation des salariés, retraités, jeunes, privés d'emploi fera bouger les lignes.

La délégation CGT était composée de Christian DUFRAISSE et Hervé RIGAULT

13 novembre

ASSISES DE LA SANTE

Ce jour, nous sommes allées aux assises de la santé organisées par le Comité régional, à Saran. Nous étions une dizaine du 37. Au total 350 personnes de la région. À noter la présence de Sophie Binet, des Fédés de la santé et des services publics, de Christophe Prud'homme représentant des médecins urgentistes à l'AMUF.

Principalement, les thèmes mis en discussion :

- Il faut reprendre le contrôle dans les instances, les conseils d'administration.
- Le gouvernement veut faire disparaître la sécu en passant le relais aux mutuelles, ce qui augmentera le reste à charge.
- A l'hôpital d'Orléans, 50 millions de déficit. Pour le retour à l'équilibre les services de neurologie et de dermatologie ont été fermés.
- Beaucoup de pressions sont exercées sur les salariés, les poussant à la démission.
- Un seul médecin du travail pour 5500 agents.
- Privatisation du bio nettoyage. Montée des maladies nosocomiales, car le nettoyage n'est pas fait dans les normes.
- Handicap : Par manque de structures d'accueil, près de 9000 personnes sont transférées en Belgique, la prise en charge étant assumée par la France.
- Conditions de travail : Malaises au travail. Obligation de résultat partout. Les risques psycho sociaux peu pris en compte.
- Mauvais fonctionnement des CHSCT.
- Moins de prévention dans les entreprises. Dans le même temps, plus de dividendes perçus.

Sophie Binet, à la fin de son intervention de clôture, a demandé aux salariés et aux retraités, de se mobiliser le 2 décembre pour lutter contre toutes ces inégalités sociales. Elle a assuré que c'est notre mobilisation qui fera la différence.

Elisabeth BOUTONNET

2 décembre

A l'appel de la CGT, de SUD et de la FSU, 550 manifestants se sont rassemblés place de la gare SNCF.

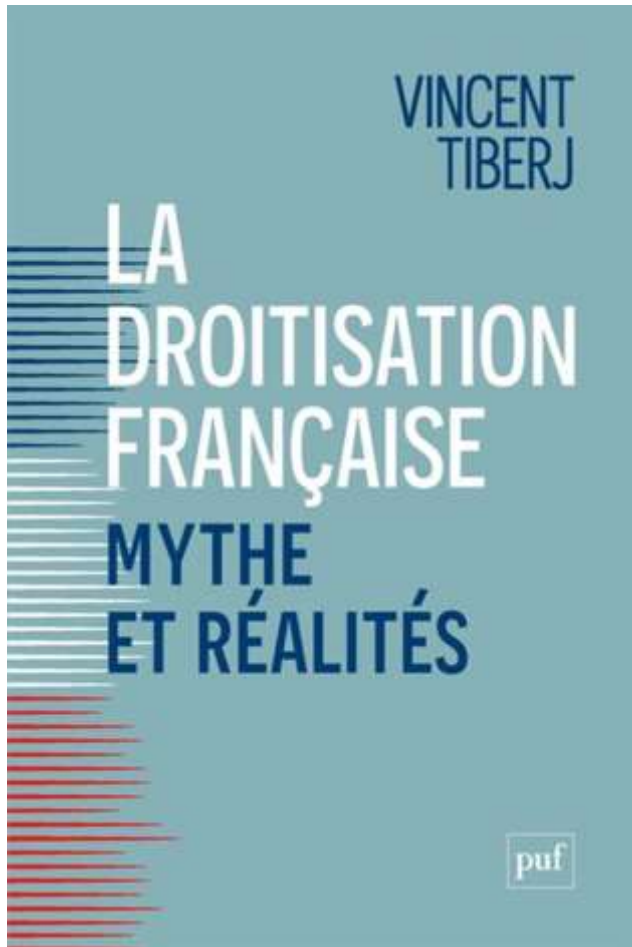
Avant de défiler pour se rendre à la Préfecture, Cyril, secrétaire général de l'UD CGT, a rappelé nos revendications dont principalement :

Augmentation des salaires, privé et public.
SMIC à 2 000 € brut et indexation sur l'inflation.
Égalité salariale entre les femmes et les hommes.
Contrôle et conditionnement des aides publiques aux entreprises.

Mise en place d'une taxe plancher sur les ultra-riches et ainsi faire contribuer les 1800 foyers qui détiennent plus de 100 millions d'euros de patrimoine.



CULTURE



LA DROITISATION FRANÇAISE Mythe et réalités

La France deviendrait conservatrice. C'est une évidence pour beaucoup d'intellectuels et de journalistes, et les résultats électoraux semblent leur donner raison. Pourtant, ce n'est pas la thèse de ce livre. Les citoyens français sont devenus beaucoup plus ouverts et progressistes qu'il n'y paraît. Face à cette situation paradoxale, Vincent Tiberj analyse comment offre politique et citoyens divergent. Il pointe l'importance de la manière dont on parle des inégalités sociales et des questions de société « en haut », qui vont à rebours des préoccupations d'« en bas ». Il met en avant la grande démission citoyenne face aux partis, aux candidats : avec ce silence électoral grandissant, les voix des urnes sont de moins en moins représentatives. La droitisation est un mythe, mais comme tous les mythes il pourrait bien avoir des lourdes conséquences sur les équilibres politiques et l'avenir des Français.

Christian DUFRAISSE

**La Macif
vous protège
dans votre activité
syndicale (LO) 
avec des contrats
sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.
La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ Contactez-nous : partenariat@macif.fr

 La Macif,
c'est vous.



Le 22 janvier l'Assemblée nationale doit rejeter l'attaque contre le 1^{er} mai, seul jour obligatoirement chômé et payé.

Certains groupes parlementaires et les organisations patronales ont lancé de nouvelles offensives pour obliger les salarié·es à travailler le 1^{er} mai, seule journée fériée obligatoirement chômée, rémunérée et symbolique pour les travailleurs-euses à l'international.

Alors qu'elle est inscrite dans la niche parlementaire le 22 janvier, les organisations syndicales CFTD, CGT, FO, CGC, CFTC, UNSA, Solidaires, FSU, appellent les député·es à s'opposer à cette proposition de loi.

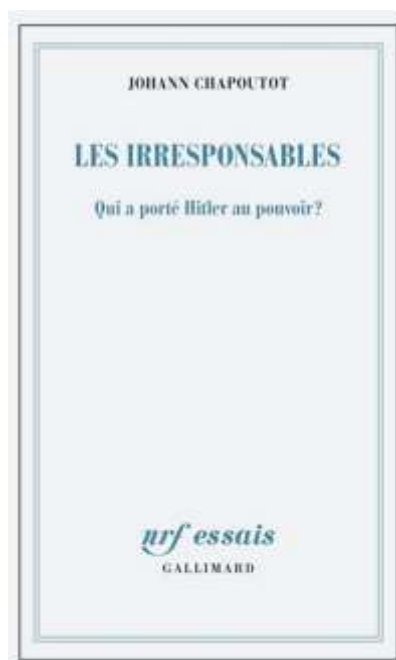
Remettre en cause le principe de cette journée, c'est remettre en cause plus de 100 ans d'histoire de lutte sociale.

CULTURE

LES IRRESPONSABLES

Qui a porté Hitler au pouvoir ?

de Johann CHAPOUTOT



Il faut avoir en tête la date du traité de Versailles : 28 juin 1919, ratifié le 9 juillet suivant par l'assemblée Nationale de la jeune République allemande, (dite de Weimar), pour saisir comment le 30 janvier 1933 cette démocratie aux abois avait en dernier ressort cédé aux sollicitations des industriels pour en arriver à se saborder en plaçant Adolf Hitler à la chancellerie du troisième Reich.

C'est l'objet de cette enquête menée par l'auteur de cet ouvrage, apprécié tout autant par ses pairs que par la presse écrite et audiovisuelle.

L'histoire, dit-on « *ne repasserait pas les plats deux fois* ». Toutefois, en rapprochant les orientations politiques prises durant les décennies 20 et 30, de celles qui aujourd'hui se déploient en Europe et aux U.S.A. nous avons de quoi nous interroger....

Dans son non-dit cette étude attire également notre attention sur le fait qu'aujourd'hui, comme hier, le pouvoir exécutif confronté aux choix budgétaires incompatibles avec les justes exigences sociales, la droite libérale et conservatrice, une certaine partie du patronat et des capitalistes se montrent bien plus conciliants envers l'extrême droite et ses thèses racistes et xénophobes face à une certaine partie des progressistes qui soutiennent la nécessité de rompre avec le capitalisme.

Entre une société du chacun pour soi ou celle du partage, là est le choix.

... Mais nul ne doit chanter victoire hors de saison.

Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la chose immonde.

(Bertolt Brecht)

Michel RUCKEBUSCH

Pâle Estime

Chanson de Zoufris Maracas

J'ai une pâle estime de moi
Quand à genou un peuple ploie
Sous des tapis de bombes ma foi
Qu'on fabrique chez moi
J'ai une pâle estime de toi
Quand les petits enfants se noient
Poussés sur des coquilles de bois
Par tes raisons d'état
Des tas d'soudards qui marchent au pas
Dans des états qui n'marchent plus
Où donc pourraient-ils bien aller
Assis sur des peuples opprimés
Car le sucre de canne acquis
Fut longtemps un bien mal acquis
Un sucre trop souvent volé
A ce sombre passé
J'ai une pâle estime de lui
Quand la population s'enfuit
Qu'elle n'a plus nulle part où aller
Car ses frontières sont fermées
J'ai une pâle estime de nous
Quand devant un peuple debout
On donne l'ordre de tirer
Dans son dos pour l'exterminer
J'ai une pâle estime de vous
Quand devant un peuple qui est à bout
Vous lui jetez des bombes au phosphore
Pour bien lui signifier qui est le plus fort
J'ai une pâle estime d'eux
Ces âmes humaines de si peu
Qui s'en vont tuer leur prochain
De la main à la main
L'homme a une pâle estime de lui
Quand méthodiquement il détruit
Faut croire que c'est dans l'air du temps
L'avenir de ses enfants
J'ai une pâle estime du monde
Quand j'entrevois son côté sombre
Qu'il est de toutes parts en proie
À la folie de petits rois
J'ai une pâle estime de moi
Quand à genoux un peuple ploie
Sous des tapis de bombes ma foi
Qu'on fabrique chez moi

Les brèves de Touraine d'Hervé

Septembre 2025

03- Fermeture du Troglo de Touraine à Tours (Super marché coopératif).

04- Le traitement des déchets alimentaires de l'Agglo de Tours confié au groupe Suez.

- La Région contre la SNCF sur la tarification.

- Chantier du Tram : polémique sur l'abattage des arbres.

06- Expérimentation transports gratuits le samedi à Tours.

- Chiffre d'affaires en hausse à l'Heure tranquille (Tours).

- CHRU, Grève du service génétique contre le démantèlement.

10- Journée d'action. Violences policières au lycée PL Courier.

- Fermeture de TI Automotive à Amboise.

17- Impasse financière au SDIS (pompiers).

- Tours : ST Micro annonce une nouvelle ligne de production sans compenser la perte d'effectifs.

18- Manif : 8000 à Tours, 500 à Chinon, 50 à Amboise.

- Tours, « Pas d'enfants à la rue » cesse son aide à l'hébergement faute de moyens.

22- Drapeau palestinien sur la Mairie de Tours, le préfet saisit la justice.

- Industrie ferroviaire : effectifs en hausse chez SOCOFER (ex Billard).

- Grève annoncée chez ST Micro Tours.

24- Tours : inquiétude chez Sanofi.

- Annonce d'une grève à la clinique Vinci de Chambray.

27- L'université de Tours sous-dotée. Les investissements en baisse.

- Grève aux hôpitaux de Chinon et Sainte-Maure pour de meilleures conditions de travail.

- Département, 4000 personnes travaillent pour l'armée.

30- Saint Pierre des Corps : 130 emplois menacés chez Wabtec ex Faiveley.

Octobre 2025

01- Le groupe immobilier Arche (Philippe Briand) rachète «Sitôt paru sitôt vendu».

- Grève au Collège A Camus à Montbazou contre les pratiques de la directrice.

07- Annonce de la création d'un centre d'hébergement d'urgence quai Paul Bert à Tours.

10- Hôpital de Tours, recul de la direction sur les effectifs de nuit en HP.

- Annonce de résultats en hausse à l'aéroport de Tours, mais annonce du départ de Ryan Air.

11- Suppression d'emplois chez Savebag à Perrusson.

- Manif des Associations pour des moyens et contre la marchandisation des activités.

16- Pas d'IRM à l'hôpital de Loches faute de capacités d'emprunt.

- Procès Otacos (exploitation esclavagiste de travailleurs bangladais).

- Manif HP (Lits et effectifs insuffisants dans le nouvel HP).

- Truies : Total annonce 48 000 panneaux solaires pour alimenter 21 500 habitants en électricité.

22- Restructuration de Wefold (ex Gault et Frémont) à St Pierre des Corps.

26- Grange de Meslay : banquet à 80 Euros du Canon français (Sterin extrême droite).

28- Exercices militaires d'envergure dans le Sud du département.

- L'Ile Bouchard, la Communauté de l'Emmanuel mise sous tutelle par le Vatican.

30- Le projet de Service Express Régional Métropolitain présenté à Paris pour une réalisation d'ici 2040.

Novembre 2025

01- Travail social, licenciements à Entraide et Solidarités (Tours) et à Castel renaudais insertion.

05- Manif Pas d'enfants à la rue.

- Aménagement de la gare de St Pierre. Projet de la Métropole sur 10 ans, de 100 millions.

- Manif Retraités sous la pluie : 310 essentiellement CGT.

06- Tours défilé extrême droite.

- Manifestation anti fasciste.

07- Semblançay : Grève à La Source (enfants et adultes handicapés) sur l'organisation du travail.

09- La direction d'Intermarché à Noyant cède sur le travail du samedi.

11- Tours, 2 rassemblements pacifistes.

13- Grève au lycée Planiol à Loches pour des assistants d'éducation.

16- Extension du Parc naturel régional Loire Anjou Touraine.

18- Manif des personnels des Missions Locales Jeunes.

- Victoire des musiciens de l'Opéra de Tours qui passent en CDI.

- 10 % du parc de logements privés sont vacants.

- Restos du Cœur de Tours : Plus de 10000 bénéficiaires en 2025.

20- Le Technicentre SNCF de St Pierre des Corps annonce 80 postes à pourvoir.

24- Rassemblement à Tours pour 44 enfants à la rue.

25- Séminaire régional à Tours sur l'adéquation emploi-formation.

27- La SNCF annonce un TGV Lyon-Bordeaux via Massy et St Pierre des Corps en 2027.

28- Château-Renault, grève à l'IME La Boisnière (malaise avec la direction).

- Grève à l'hôpital Clocheville (Temps de travail, organisation du travail, qualifications ...).

Décembre 2025

01- Difficultés des jeunes à trouver des places en alternance (NR).

- Polémique sur la rentabilité de l'aéroport de Tours.

02- Tours, manif CGT SUD FSU 550.

05- Droit d'alerte au Pôle Santé Vinci (surcharge de travail, épuisement professionnel).

09- La SNCF annonce de nouvelles liaisons entre Tours-Chartres et Paris Austerlitz.

10- Accord chez Wefold ex Gault et Frémont à St Pierre après 7 jours de grève contre la suppression de la prime d'intéressement.

11- 60 dossiers traités par le Groupement de prévention des entreprises en difficulté contre 30 en 2024.

- Le groupe Brandt liquidé (électroménager, De Dietrich, Sauter). 700 emplois touchés (Vendôme, Orléans ...).

14- Réouverture de la gare de Fondettes. 80 dessertes hebdo annoncées.

17- Enseignants mobilisés au lycée PL Courier de Tours contre la menace de fermeture d'une classe.

- 6000 emplois associatifs menacés en région Centre Val de Loire (Mag Centre).

18- Tours, le fabricant de vélos électriques Starway (12000 unités par an) mis en règlement judiciaire.

20- Journée internationale des droits des personnes migrantes. 250 à Tours.

- Indre et Loire, en 2025 le secteur des services compte 95500 emplois sur un total de 176500 (54%) selon la NR.

24- Jusqu'au 2 janvier, grève à Fil Bleu Tours pour l'aménagement des temps de parcours. La Cgt annonce la poursuite du mouvement avec des journées ciblées en janvier 2026.